

DIFFICILE DIVERSITÉ Daniel Sibony 04 MAI 2015

J'étais invité à un séminaire d'enseignants suisses pour parler d'identités, de religion, des problèmes qu'ils ont avec des élèves issus d'autres cultures; car fréquemment, en cours d'histoire-géo, de lettres ou de philo, des élèves musulmans objectent que c'est faux, que le Coran dit le contraire, etc. Mais ce qui a fait déborder le vase et provoqué la décision de se réunir et d'en parler, c'est un cas rarissime, celui d'un élève juif qui a dit que le discours qu'il entendait sur le Proche-Orient était antisémite et visait à délégitimer Israël. Parmi toutes les choses que j'ai dites, j'ai insisté sur la dignité de l'enseignant, sa liberté, son autorité - non pas formelle mais en acte, du fait qu'il est auteur de son discours, bien que celui-ci relève d'un programme. J'ai dit que sur des problèmes chauds, il pouvait transmettre chacune des positions en présence, par exemple, sur le Proche-Orient, la position européenne, occidentale, arabe, palestinienne, israélienne, et juive. C'est une vraie diversité, très bénéfique pour l'esprit, quand c'est bien fait, notamment avec un peu de sincérité. C'est d'ailleurs cette diversité que j'ai produite dans mon livre "Proche-Orient psychanalyse d'un conflit". Après ma conférence, que je ne rapporterai pas, une prof de droit a fait la sienne sur ce qui est permis ou non par la loi. Par exemple, est-ce que les caricatures de Mahomet sont insultantes pour "l'autre"? elle pense que oui, et qu'il faudrait les interdire, mais ce n'est pas encore dans la loi. Elle a évoqué un procès qu'une association pro-palestinienne a fait à l'entreprise Caterpillar pour avoir été "complice des crimes de guerre israéliens en Cisjordanie". L'association fut déboutée car la complicité de l'entreprise de tracteurs n'a pas été établie, pour des actes israéliens qui consistaient à détruire par ces engins les maisons de ceux qui s'explosaient dans des lieux publics, faisant des victimes civiles. L'intérêt de cette information, c'est qu'en focalisant sur Caterpillar, elle soustrait à la discussion le point central, qui semble acquis, celui des crimes de guerre israéliens. J'ai dit à cette prof qu'un élève juif qui aurait entendu cela en classe aurait lui aussi "pété un câble" comme ils l'ont dit du précédent, celui qui est parti pour fuir un discours anti-juif; et que le remède, là encore, serait de transmettre les points de vue en présence : pour l'Europe et les palestiniens, c'est un crime de guerre; pour les Israéliens c'est la seule sanction possible contre des auteurs d'attentats-suicides, faute de quoi, ces hommes seraient une arme absolue, sans recours; qu'en outre, les Israéliens informent les habitants de la maison et les font sortir avant; que les accords de Genève qui définissent les crimes de guerre pointent comme un crime le fait de détruire une maison habitée. Erreur, répond la prof, la Cour de Genève a modifié ce point : détruire une maison qui n'est pas un objectif militaire, est un crime de guerre, même si elle est vide. J'ai répondu qu'en exposant les points de vue, ce serait bon d'intégrer aussi celui de la Cour de Genève. Réponse de la juriste : nous n'allons tout de même pas mettre sur le même plan le point de vue de la Cour de Genève et celui de l'État israélien ! Comme quoi, faire état des différents points de vue, suppose l'acte,

difficile pour certains, de les considérer sur le même plan, non pour les égaliser, mais pour leur donner lieu, comme points de vue, dans la vision qu'on a de la chose. Et c'est difficile, pour ceux qui pensent que certains sont d'avance condamnés, et d'autres d'avance innocents. Le point de vue de l'État hébreu, qui n'est en principe pas évoqué, considère que les hommes-bombes font la guerre, et que leurs maisons ont une valeur dans cette guerre, que les détruire a une valeur militaire dissuasive, qui peut amener les familles à être plus vigilantes sur les actes de leurs fils, à moins qu'elle ne soient unanimes pour soutenir l'acte de guerre sainte, d'aller exploser au milieu d'une foule juive. La même juriste avait argumenté pour l'interdiction des caricatures, en avançant cet argument : "Écoutez, franchement, nous en étions là il y a deux siècles, à être révoltés si on touche à notre religion; alors, on peut leur accorder cela" (aux musulmans)... La condescendance, voire le mépris pour ces derniers, la dame ne les percevait pas; ni le mépris pour la fameuse liberté d'expression, celle dont les caricaturistes sont devenus le symbole; symbole difficile, puisque, par métier, ils ne peuvent parler d'une chose qu'en la caricaturant.

UNE SUITE POUR "DIFFICILE DIVERSITÉ" (LA RELIGION ET L'ECOLE)

08 juin 2015

Depuis ce texte, (*Difficile Diversité*, voir le blog) un compte-rendu du petit colloque des enseignants est paru dans la *Tribune de Genève* sous le titre : "Des enseignants n'osent plus parler d'islam et de judaïsme". Du coup, j'ai mieux compris le sens dudit colloque : les enseignants de cet établissement se coltinent depuis des mois et des années des élèves musulmans qui leur disent : "ça ce n'est pas dans le Coran" ou "ça ce n'est pas conforme à ce qu'on m'a dit dans la mosquée", etc. (ou d'autres exemples que je cite dans *Le grand malentendu*, comme celui de la prof qui informe sur les Trois Monothéismes et qui se fait interrompre quand elle les classe par ordre chronologique : "M'dame, vous avez tout faux, c'est l'islam le premier". Donc, ces profs supportaient sans rien dire, et pendant tout ce temps, ils ne se sont pas sentis autorisés à se réunir pour en parler. On les comprend, c'eût été "stigmatisant" pour l'islam, ou « discriminant ». (Discriminer, c'est aussi faire une différence lorsqu'elle s'impose dans le réel, et si c'est mal de distinguer ou de faire une différence, on file tout droit vers un monde d'indifférence, qu'on aura ensuite tout loisir de déplorer.) Il a fallu attendre qu'un élève juif "pète les plombs" devant un discours de l'enseignant, discours qu'il trouvait antisémite (et qui l'était par la simple omission du point de vue juif sur le conflit du Proche-Orient, de sorte que l'enseignant n'y endossait qu'un seul point de vue), il a fallu attendre cet esclandre pour se permettre de se réunir sous le signe qu'indique le titre : des profs n'osent plus parler *de judaïsme et d'islam*. Cet élève était donc une aubaine, c'est grâce à lui qu'ils ont osé évoquer leurs problèmes à eux, que le journal met sous ce drôle de chapeau, comme si les juifs étaient nombreux à protester contre un manque de "respect" pour leur religion.

Ils n'en ont rien à faire, et ce cas ne se produit pas. Dans le cas de cet élève, il ne s'agit pas de judaïsme et d'islam, il n'a pas supporté un discours à sens unique qui délégitime Israël. Il n'avait pas tort, mais il ne savait pas que son cas servirait surtout à donner un peu de courage aux enseignants et à leur institution. Le courage de parler – une journée et entre soi - des problèmes qu'ils affrontent tous les jours. Courage qui a disparu sous la peur d'être taxé d'islamophobie. Ce terme, lancé comme une peau de banane par des pervers, a permis toutes les glissades, et a faussé tous les débats ; il était fait pour ça. Néanmoins, cela prouve qu'il y a bel et bien une phobie de l'islam chez beaucoup d'enseignants et chez tant de responsables ; une peur qui évoque celle de l'homme BCBG, menant une vie sans histoire (ou qu'il aimerait telle) et qui se fait interpeller par un homme fougueux colérique, qui peut lui exploser au nez à tout instant. Il y a dans la société européenne une peur de la violence, et c'est ce qui la rend incapable d'affronter la violence, et même d'être contre, quoi qu'elle en dise. Pour être *contre* la violence, il faut être capable de l'affronter. Cela demande un courage, physique et symbolique. Or si les corps se couchent, la violence devient un objet phobique, redouté et jouissif. Trop long à développer ici. Ce qui est sûr, c'est que la critique de la violence comme d'une substance mauvaise, alors que la violence est une relation, cette fausse critique a produit une phobie ; comme d'une substance mortelle qu'il faut à tout prix éviter. Et on y arrive grâce à un remède parfait : la lâcheté ; souvent déguisée en indifférence ; on s'efface, on fait le vide, mais quand on fait le vide devant des personnes qui elles veulent faire le plein, et occuper le terrain ou le discours, l'ambiance devient toxique. Et la dignité des individus, ne s'en porte pas très bien.

Or la réaction d'élèves musulmans se comprend, elle tient au fait que leur carcan identitaire est si susceptible envers les autres, que tout ce qui n'y entre pas peut leur paraître une objection radicale, une menace voire une attaque. Ce n'est bien sûr pas une atmosphère favorable à l'échange, encore moins à la critique. Et le double discours s'installe tranquillement dans l'opinion, dans le discours ambiant qui tisse une socialité.

Un autre détail confirme cet épisode. Si vous avez fait des recherches sur l'islam, et si vous en faites un livre, il est hors de question d'en parler dans les médias en l'absence d'un musulman ; il faut qu'il soit là pour répondre, pour corriger. Et vous risquez d'être critique ; or l'islam n'est pas critiquable, sauf par les siens[1]. Du coup, vous aimeriez discuter publiquement avec eux, mais s'ils se défilent, et ça arrive, il n'y aura pas de discussion. En revanche, on a beaucoup de « dialogues » où un musulman explique ce qu'est l'islam à des ignorants, qui objectent juste ce qu'il faut pour que la leçon soit édifiante.

Tout cela en dit long sur le niveau où se retrouve la liberté d'expression. Des gens s'obsèdent sur celle de faire des caricatures, mais elle est supprimée *de facto* (par la peur des dessinateurs pour leur peau ; qui peut la leur reprocher ? au contraire, leur

peur accuse la société, et la lâcheté qu'elle diffuse). Mais on en oublie d'autres formes de liberté qui s'étouffe tout doucement ; comme la liberté de parler des problèmes qu'on se pose.

[1] On comprend la gêne de certains, de se voir soudain promus héros de la pensée dès qu'ils arrivent à dire qu'il y a problème ; c'est tellement audacieux, qu'il n'y a plus à l'analyser, encore moins à proposer des approches de solutions.